



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGERIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ALGER

N° 101 – Mars & Avril 2021

Hydrocarbures

Ministérielles de l'OPEP+ : L'Algérie bénéficiera d'une légère augmentation de ses niveaux de production au prochain trimestre

Le 4 mars 2021, le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a participé à la 14^{ème} réunion ministérielle de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et des pays alliés également producteurs de pétrole au sein de l'OPEP+ (10 membres additionnels). Tributaire en partie des ajustements de production, le prix mensuel du panier de référence des pays de l'OPEP est passé de 54,4\$/baril à 64,6\$, en progression constante depuis le mois d'avril 2020 où le prix de ce panier avait chuté à 17,7\$/baril. En comparant les données publiées par l'OPEP pour les premiers mois de 2021, l'Algérie fait partie des pays qui ont vu leur production de pétrole augmenter (+ 4000 barils/jour entre février et janvier 2021), contrairement à l'Angola, la Guinée Equatoriale, les Emirats Arabes Unies et surtout l'Arabie Saoudite (-930 000 b/j sur un mois, soit la plus forte réduction de production devant l'Angola -50 000 b/j sur la même période).

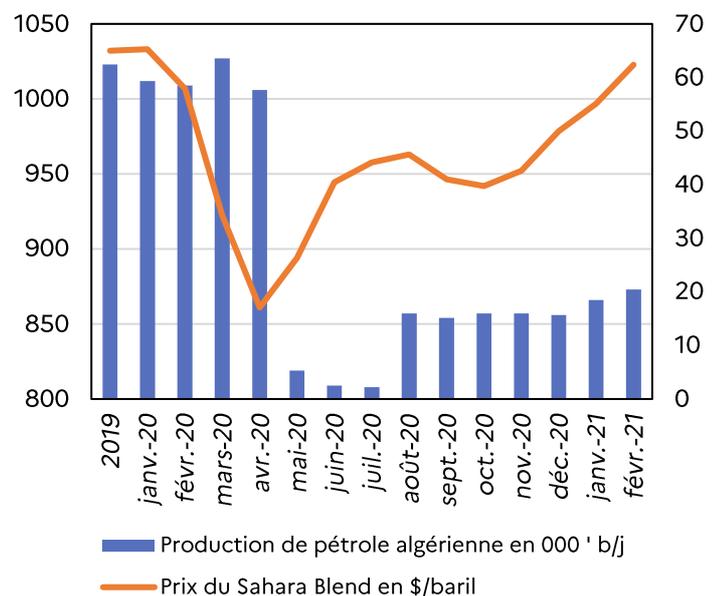
Lors de la 15^{ème} réunion ministérielle, du 1^{er} avril, les pays membres ont décidé d'approuver un ajustement à la hausse des niveaux de production pour mai, juin et juillet 2021, tout en convenant que chaque ajustement mensuel ne

devait pas dépasser 0,5 million de b/j. Ainsi, l'Algérie sera autorisée à augmenter sa production progressivement durant les trois mois à venir pour passer de 887 000 b/j en mai, à 898 000 b/j en juin puis 912 000 b/j en juillet. Ces chiffres restent en deçà de la production algérienne mensuelle de référence, estimée à 1 057 000 b/j par l'OPEP.

Cependant avec une marge de progression limitée de ses capacités de production, à brève échéance, l'Algérie pourrait connaître une hausse contenue de sa production.

Evolution de la production de pétrole et du prix du baril algérien (sahara blend)

Source : OPEP



Projections Économiques

Des points de convergences entre la BAD, le FMI et la Banque Mondiale

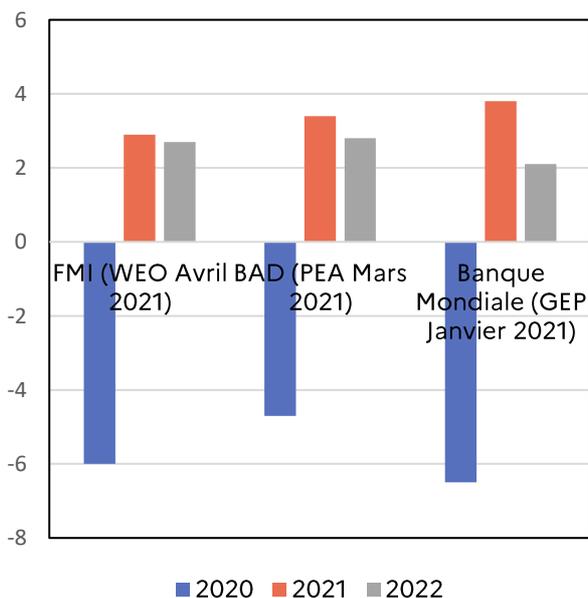
Dans son rapport annuel « [Perspectives économiques en Afrique 2021](#) », la Banque Africaine de Développement (BAD) publie une revue des résultats macroéconomiques de l'Algérie. Marquée par la crise de la Covid-19, le PIB réel de l'Algérie a, selon la BAD, baissé de 4,7%. Dans sa dernière revue semestrielle des [Perspectives économiques mondiales](#) parue en janvier 2021, la Banque Mondiale estimait pour sa part le recul du PIB algérien en 2020 à 6,5%. La publication la plus récente du FMI – [le Regional Economic Outlook](#) – fait état d'une contraction du PIB algérien de 6%. [La Coface](#) quant à elle, estimait à -6,5% le recul du PIB algérien sur un an. Cependant, la Banque Mondiale est plus optimiste quant à la reprise de l'activité en Algérie, prévoyant une croissance à 3,8% en 2021,

contre 3,4% pour la BAD, 3% pour la Coface et 2,9% pour le FMI.

Après avoir rappelé que le déficit budgétaire a plus que doublé, passant de 5,6% du PIB en 2019 à 13,6% en 2020 », et que le déficit de la balance courante « est passé de 10% du PIB en 2019 à 14,8% », la BAD et le FMI envisagent un scénario de redressement des finances publiques en 2021 et 2022. Ainsi, la BAD estime qu'en 2021, le déficit budgétaire pourrait revenir à 10,3% puis 8,7% en 2022. De même, le déficit de la balance courante pourrait être ramené à 13,8%/PIB en 2021 et 11,1% en 2022. Au niveau régional, la BAD prévoit une croissance « robuste », de l'ordre de 4% en 2021 et à 6% en 2022, estimant cependant que l'Algérie bénéficierait d'une croissance inférieure à celle de ses homologues.

Le rapport de la BAD interroge aussi la soutenabilité de la dette interne algérienne, à l'aune d'un modèle économique dépendant du cours des hydrocarbures. L'institution encourage l'Algérie à mettre en place des politiques publiques de diversification économiques, sous peine de voir ses perspectives de développement entravées sur le moyen terme. Enfin, la Coface, pour sa part, anticipe un regain de l'inflation à +3,8% et de la dette publique à 66%/PIB (progression de 9,4 points en un an).

Evolution du taux de croissance du PIB réel (%)



Emploi

Le marché de l'emploi algérien reste fragile (ANEM, ONS)

Deux récentes publications de l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) et de l'Office National des Statistiques (ONS) permettent d'éclairer la situation du marché du travail algérien. En décembre 2020, l'ONS a publié son [enquête annuelle](#) sur le marché de l'emploi réalisée en 2019. Celle-ci a permis de quantifier l'écart de taux de chômage entre les sexes à 11 points, le taux de chômage pour les hommes était de 9,1% et celui des femmes de 20,4%. Cette

inégalité porte sur toutes les classes d'âges de la population.

Les données démontrent également une surreprésentation des classes d'âges moins de 20, 20-24 et 25-29, sans distinction de sexe. Sur le long terme, il apparaît qu'entre 2009 et 2019, le taux de chômage des femmes oscillait entre 16 et 20% tandis que celui des hommes se situait entre 8 et 10%. D'après les données de l'ONS la proportion des femmes dans l'emploi a progressé de 4 points de base pour atteindre 9% en 2019.

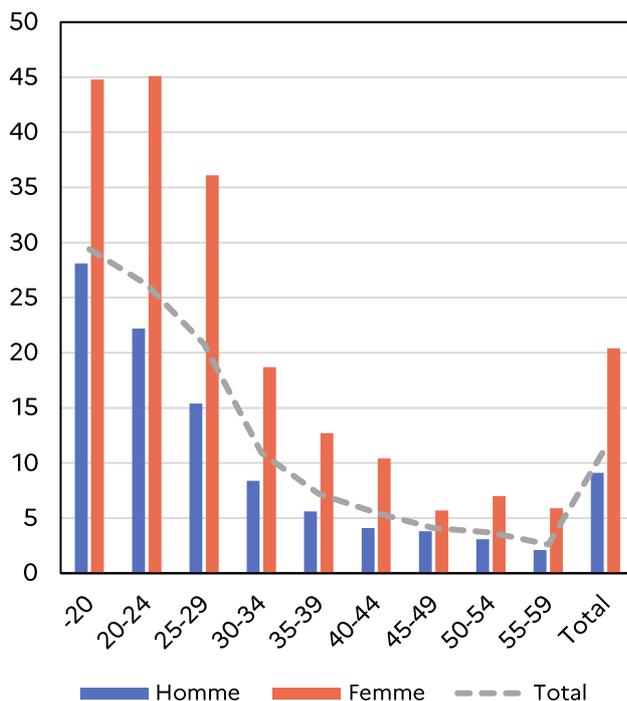
L'enquête de l'ANEM, plus récente, permet quant à elle de quantifier l'impact de la crise sanitaire et ses effets sur le marché de l'emploi algérien. En février 2021, l'ANEM recensait 2,343 millions de demandeurs d'emploi dans le pays, contre 1,449 million en mai 2019. Les deux catégories de demandeurs d'emploi les plus représentés, à hauteur de 35%, sont les personnes titulaires d'un diplôme universitaire

ainsi que ceux possédant un niveau d'instruction qualifié de «moyen» par l'ANEM.

De manière globale, la situation du marché de l'emploi en Algérie apparaît critique selon la Banque Mondiale puisque le pays présente le 13^{ème} plus faible taux d'emploi (37%) au monde selon l'institution financière. Par ailleurs, il convient de rappeler que la sphère publique représente 2/3 des emplois formels soit 38% des emplois totaux. La Loi de Finances 2021 a consacré une hausse des dépenses de fonctionnement, et renforcé les dispositifs d'emploi, pour une enveloppe de 400 milliards DZD, soit 3 milliards USD.

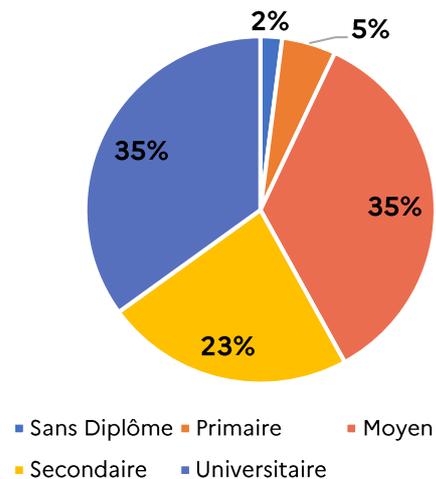
Taux de chômage par classe d'âge et sexe en Algérie en 2019 (%)

Source : Enquête sur l'emploi de l'ONS - Mai 2019



Demande d'emploi disponible par niveau d'instruction en Algérie

Source : ANEM - Février 2021



Politique Monétaire

La dévaluation du dinar se poursuit au 1^{er} trimestre 2021

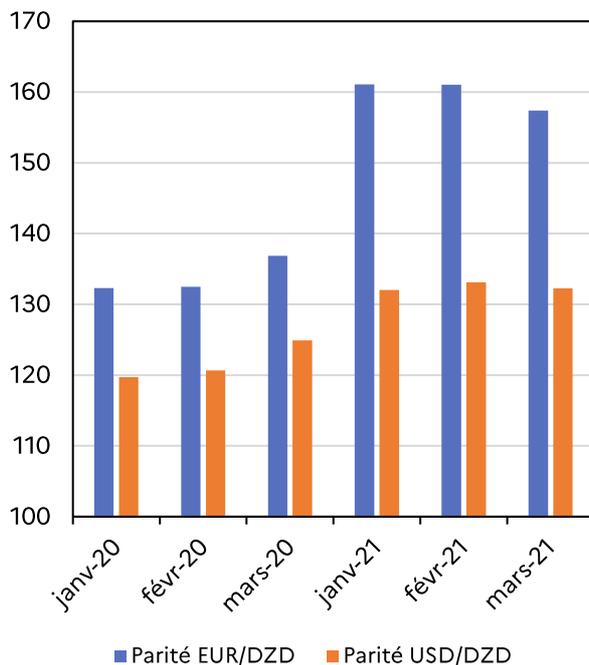
La dévaluation du dinar observée en 2020, se poursuit au premier trimestre 2021 face aussi bien à l'euro qu'au dollar. La parité EUR/DZD se situait en moyenne au T1 2021 à 160 contre 134 au T1 2020. La parité USD/DZD affiche une

évolution comparable passant d'une moyenne de 122 au T1 2020, à 132 au T1 2021.

Pour rappel, dans un contexte économique dégradé, les autorités algériennes ont dévalué la monnaie nationale, le dinar algérien afin de regagner des marges de manœuvres. Toutefois, la conséquence directe de cette décision est le développement d'une inflation importée dans le pays. Ainsi, le taux de change du dinar algérien (DZD) sur le marché officiel aura baissé tout au long de l'année 2020, enregistrant une chute de 17% face à l'euro et de 10% face au dollar. A la fin de l'année dernière, l'euro s'échangeait à 161 DZD et le dollar à 132 DZD.

Evolution des parités de l'euro et du dollar face au dinar (T1 2020 - T2 2021)

Sources: Banque de France, FRED



Selon les prévisions du gouvernement (Loi de Finances 2021), la tendance devrait se poursuivre ces prochaines années, avec un glissement anticipé de la parité USD/DZD à 142 en moyenne en 2021, à 150 en 2022 et à 156 en 2023. Cette chute de la monnaie nationale entraîne l'augmentation des prix des produits importés et

alimente les tensions inflationnistes dans le pays. Cette conséquence est mise en exergue par de nombreuses prévisions économiques (FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Coface) qui anticipent une hausse de l'inflation pour l'année 2021.

Cependant cette politique de dévaluation permet au gouvernement de retrouver à court terme des marges de manœuvres financières. Pour rappel, la dévaluation du dinar face au dollar renchérit mécaniquement les recettes budgétaires tirées des exportations d'hydrocarbures (qui sont libellées en USD). Pour mémoire, les exportations algériennes sont composées à 93% d'hydrocarbures, et la fiscalité pétrolière induite constitue une composante essentielle des recettes publiques : plus du tiers du budget 2021 repose sur les recettes issues de la fiscalité pétrolière, avec, selon la Loi de Finances 2021, une hausse prévue de 40% par rapport à 2020, en partie tributaire à l'orientation du dinar.

Industrie pharmaceutique

Le secteur pharmaceutique connaît des évolutions réglementaires importantes depuis le début de l'année 2021

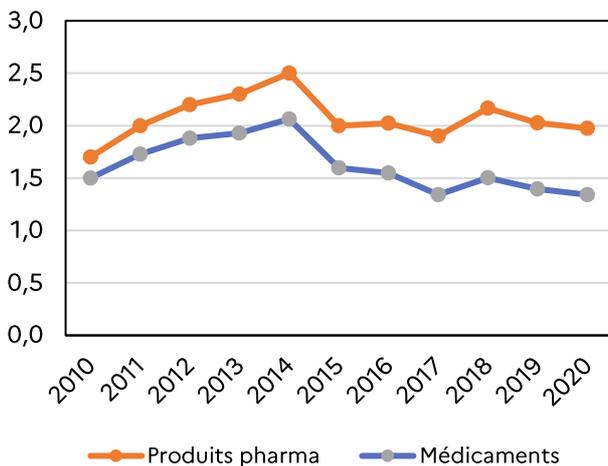
Le 28 février 2021 a été publié au Journal officiel [le décret n° 21-82](#) relatif aux établissements pharmaceutiques et aux conditions de leur agrément. Ce décret consacre un nouveau cadre réglementaire régissant l'activité pharmaceutique en Algérie. Il définit notamment le fonctionnement et l'organisation des différents établissements pharmaceutiques : les établissements de fabrication, d'exploitation, d'importation, de distribution en gros et d'exportation. Ce décret définit également précisément ce qu'est la « fabrication » de produits pharmaceutiques et/ou de dispositifs

médicaux et permet aux établissements pharmaceutiques d'externaliser une partie de cette activité de fabrication.

Les objectifs du gouvernement sont de réduire les importations pharmaceutiques d'au moins 400 millions de dollars, d'ici fin 2021, et de s'orienter vers l'exportation. L'objectif représente donc une baisse de 20% des importations de produits pharmaceutiques par rapport à 2020 (2 Mds USD), alors même que ces importations sont déjà en baisse régulière depuis 2015 (2,5 Mds USD). En avril 2021, un décret a également fixé que les activités de fabrication ou de distribution en gros de produits pharmaceutiques, ainsi que de dispositifs médicaux, sont définies comme stratégiques.

Importations algériennes de produits pharmaceutiques et médicaments (M USD)

Sources : Trademap, Douanes Algériennes (2018-2020)



Agriculture

La sécurité alimentaire de l'Algérie fragilisée par la crise Covid

L'approvisionnement alimentaire de la population algérienne repose notamment sur les

finances publiques, via des approvisionnements extérieurs, l'Algérie étant l'un des plus grands pays importateurs de blé (3^{ème} place, USDA 2018), et de poudre de lait (3^{ème} place). Malgré des progrès

en matière de production agricole, (cf. Programmes depuis 2000: Développement agricole, Renouveau agricole et rural, Plan Filaha, ...), permettant au pays d'obtenir une quasi-autonomie sur certains produits (pommes de terre, légumes ou viande ovine), et une bonne couverture en blé dur, la production de certaines denrées, à l'instar du blé tendre ou du lait, reste en retrait par rapport à la demande nationale.

Selon un récent rapport de la FAO, l'Algérie serait vulnérable quant à sa sécurité alimentaire (entendue comme la demande au sens du rapport). L'organisation justifie ce risque par « une part relativement élevée des dépenses alimentaires et d'une dépendance plus forte aux importations alimentaires ». Les autorités travaillent sur plusieurs voies alternatives comme l'augmentation de la production agricole nationale pour les produits stratégiques, une révision du système de subventions et leur réorientation vers les plus démunis. Cependant, d'après les dernières données disponibles, jusqu'en 2018, on observait en Algérie une légère amélioration au niveau du pourcentage de la population affecté par l'insécurité alimentaire grave, avec une réduction de 3,7 points de 2014 à 2018.

Indicateurs sur la malnutrition en Algérie exprimés en % (2014-2018)

Source : FAO

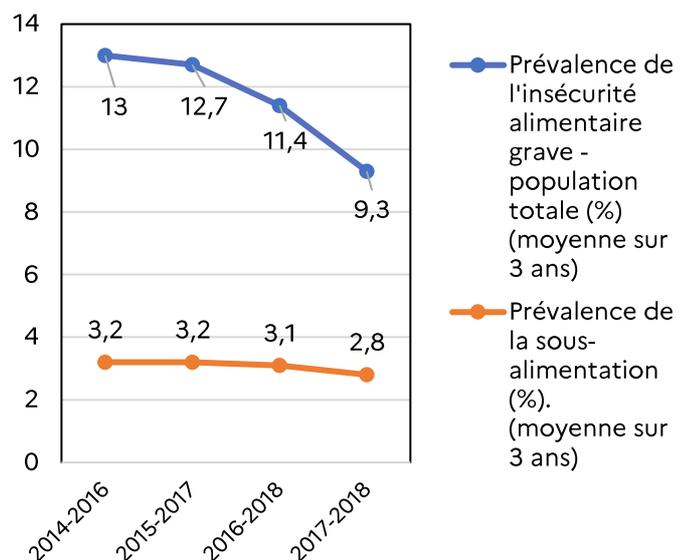


TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLES

Population (1^{er} janvier 2020, ONS)	44 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (prix constants 2020, FMI)	10 534 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91 ^{ème} /189)
Doing Business (classement 2020, Banque mondiale)	157 ^{ème} /190
Taux de chômage (mai 2019, ONS)	11,4%
Taux de change moyen EUR/DZD (mars 2021)	157,4
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – février 2021, OPEP)	62,4 USD

INDICATEURS MACROECONOMIQUES ANNUELS

		2017	2018	2019	2020	2021 (prev)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	4 080	4 119	3 940	3 263	3 364
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	1,3	1,4	0,8	-6	2,9
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	2,1	3,3	2,4	-4,5	3,3
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,6	4,3	2	2,4	4,9
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-8,6	-6,9	-9,3	-7,7	-13,6
	Dettes publiques (% du PIB)	27	38	46	53	63
	Dettes extérieures brutes (% du PIB)	2,4	1,8	1,7	2	3,4
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	60,1	60,1	54,2	41,7	53
	Exportations de biens et services (Mds \$)	37,7	44,4	38,3	26,1	27,6
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-22,4	-15,7	-15,9	-15,6	-25,4
	Balance courante (Mds \$)	-22,1	-16,7	-17,1	-15,1	-11,7

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional d'Alger
Pour s'abonner : valentin.georges@dgtresor.gouv.fr

CLAUSE DE NON RESPONSABILITE : Le Service Economique Régional (SER) d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour. Le SER ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation, du partage et de l'interprétation des informations contenues dans cette publication.